

L'économie sociale : histoire d'hier, patrimoine pour demain, du limousin à l'Europe, Michel Dreyfus, Clotilde Druelle-Korn, Francis Juchereau, Bernard Lacorre. Limoges, Pulim, 2014, 131 p.

Alain Mélo

Numéro 335, janvier 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1028539ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1028539ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mélo, A. (2015). Compte rendu de [*L'économie sociale : histoire d'hier, patrimoine pour demain, du limousin à l'Europe*, Michel Dreyfus, Clotilde Druelle-Korn, Francis Juchereau, Bernard Lacorre. Limoges, Pulim, 2014, 131 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (335), 119–120.
<https://doi.org/10.7202/1028539ar>

Tous droits réservés © Recma, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

dans leur nature locale et contextualisée et qu'il n'est donc pas facile de généraliser, d'universaliser et d'aborder dans ce cadre des problématiques de vaste échelle géographique. Contrebalançant cette difficulté, le dernier chapitre de l'ouvrage revendique que les communs sont aussi une façon de remettre en cause la « *théologie du marché libre* », de proposer « *une manière différente de voir et d'être* », en matière de propriété, de gratuité, de relations entre acteurs, d'accumulation collective, d'autogestion et de responsabilité. L'ouvrage constitue ainsi une bonne introduction au thème et reflète bien la dynamique de pratiques et de réflexions existantes aujourd'hui dans le monde autour des communs. Dans une optique d'économie sociale et solidaire, on peut toutefois regretter que les quelques liens opérés, notamment avec les coopératives et les mutuelles, soient à peine effleurés. Il nous semble pourtant que les principes de liberté d'adhésion, de démocratie et de réserves impartageables peuvent constituer des points de rapprochement fructueux entre les deux mondes, celui des communs et celui de l'ESS. **GILLES CAIRE**

L'économie sociale: histoire d'hier, patrimoine pour demain, du limousin à l'Europe

Michel Dreyfus, Clotilde Druelle-Korn, Francis Juchereau, Bernard Lacorre. Limoges, Pulim, 2014, 131 p.

L'association Pôle de ressources pour l'histoire sociale, mutualiste et coopérative de Limoges et du Limousin (PR2L) a souhaité garder une trace écrite, par cet ouvrage, des échanges qui eurent lieu lors de la journée d'étude tenue au Sénat le 24 avril 2013 et dont la *Recma* a déjà rendu compte⁽¹⁾.

L'ouvrage reprend le déroulement de cette journée, organisée autour de trois tables rondes. La première, présidée par Henri Noguès, abordait la question de

l'économie sociale aujourd'hui, confrontant la situation française à d'autres, principalement européennes et québécoise, pour rappeler l'importance des histoires nationales dans l'élaboration et dans l'usage ou non du concept.

La deuxième table ronde, animée par Michel Dreyfus, soulevait la question de l'histoire de l'économie sociale comme patrimoine à valoriser et laissait place au discours de préservation des archives à travers la présentation de plusieurs centres conservant des fonds coopératifs, mutualistes, syndicaux ou associatifs. Relevons à ce sujet que l'action initiée par l'association PR2L n'est pas la première, comme en témoignent largement les présentations du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos)⁽²⁾, fondé en 2001, et du Cédias-Musée social, du reste membre du Codhos; on peut ajouter aussi l'existence au niveau international de la très dynamique International Association of Labour History Institutions (IALHI)⁽³⁾, fondée en 1981.

La dernière table ronde, enfin, donnait la parole aux acteurs contemporains de l'économie sociale, qui s'exprimaient sur les dernières vicissitudes de leurs organisations – en l'occurrence la Mutualité française (FNMF) et le Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale (CNCres) –, tout en restant vigilants sur le respect et l'application des valeurs dites fondatrices.

Michel Dreyfus concluait sur l'importance du projet de l'association organisatrice de cette journée pour la mémoire de l'économie sociale, notamment par la constitution de fonds d'archives.

La volonté de l'association PR2L est bien, en effet, de collecter, de conserver et de mettre à la disposition du public et des chercheurs potentiels la mémoire limousine des différents mouvements sociaux aujourd'hui rassemblés sous la bannière de l'économie sociale – avec une vocation

(1) Dreyfus M., Toucas P., 2013, « Mémoire de l'ES et perspectives », *Recma*, n° 330, octobre.

(2) www.codhos.org.

(3) www.iahli.org.

nationale, voire internationale ambitieuse. Le Limousin est une région qui, en France, aurait connu un développement particulièrement précoce de propositions et d'entreprises sociales (coopératives, sociétés de secours mutuels, associations syndicales, etc.). Certains auteurs ont souligné plusieurs fois la spécificité limousine, qui tenta très tôt, selon eux, la fusion des différentes familles. Pourtant, d'autres territoires-réseaux ont bien expérimenté ou produit des synthèses entre les mouvements. Ce qui n'enlève rien à cette histoire ni à l'importance de collecter, de rassembler et de mettre à la disposition des chercheurs les documents de ces entreprises dont l'histoire est trop peu connue; certaines expériences sommairement relatées dans l'ouvrage appâtent le lecteur qui aimerait en découvrir les développements. L'intérêt est donc grand de voir se constituer un groupement d'acteurs en quête d'une documentation souvent erratique, si toutefois les fonds sont bien identifiés et disponibles. Un ouvrage intéressant pour l'éclairage qu'il donne sur cette expérience régionale nouvelle de valorisation du patrimoine de l'économie sociale.

ALAIN MÉLO

Faire société: le choix des coopératives

La Manufacture coopérative.
Editions du Croquant, 2014, 174 p.

La Manufacture coopérative peut se définir comme une recherche-action visant, ainsi que son nom l'indique, à « fabriquer de la coopération », ou plus précisément à transformer des collectifs d'individus en coopératives. Pour cela, elle se fonde sur la méthodologie que les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) ont développée à destination des candidats individuels à la pratique coopérative. La Manufacture a été initiée en 2010 par Oxalis et Coopaname, qui font aujourd'hui référence dans le monde des CAE. Quatre ans après sa création, ce petit ouvrage très collectif – pas moins de vingt et un auteurs-acteurs ont participé

à sa rédaction – expose les questionnements qui président à sa démarche d'accompagnement.

A sa lecture, on comprend que la conception d'une coopérative n'est pas, pour les impétrants, qu'une affaire juridico-administrative. Elle est l'aboutissement d'un parcours initiatique où les compétences gestionnaires des individus importent moins que leur adhésion à un projet politique et à un référentiel de valeurs parmi lesquelles prime le sens du partage. La pédagogie de la Manufacture s'inscrit évidemment en rupture avec la formation managériale classique, fondée sur la gouvernance actionnariale; elle n'en souligne pas moins les lacunes des formations académiques à la coopération ou celles qui sont proposées par les structures privilégiant le savoir technique. C'est donc essentiellement sur le terrain que s'acquiert la culture coopérative, par l'expérimentation et au contact des autres. L'objectif est d'initier un nouveau rapport au travail, fondé sur la confiance mutuelle et l'émancipation et s'incarnant dans la mise en œuvre de la démocratie dans l'entreprise. Ces préalables étant posés, le processus de construction des coopératives de travail peut prendre des formes différentes, en fonction du contexte national, socioéconomique ou historique, ainsi que le montrent les éclairages intéressants présentés dans le premier chapitre sur les expériences menées en Argentine, en Grèce ou dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco).

D'un point de vue formel, l'ouvrage souffre de quelques faiblesses (redites d'un chapitre à l'autre, redondance de formules rebattues comme « faire sens »), probablement imputables à la difficulté de maîtriser une vingtaine d'apports dans un format aussi court. Sa lecture est cependant stimulante sur le plan de la réflexion didactique, bien que les auteurs réfutent la qualification de « manuel ». Leur engagement, perceptible dans toutes les pages, en fait sans conteste un manifeste pour la coopération.

PATRICIA TOUCAS-TRUYEN